



Préfecture du Finistère

Direction de l'animation
des politiques publiques

Bureau des installations classées

**Arrêté préfectoral n° 09-16 AI du 02 FEV. 2016
imposant des prescriptions complémentaires à la société SOCOPA VIANDES
pour l'exploitation d'un établissement spécialisé dans l'abattage (porcin), la transformation et la
conservation de viandes dans ses ateliers annexes sis au lieu dit zone industrielle de Guernevez à
CHATEAUNEUF-DU-FAOU**

**Le Préfet du Finistère
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED » ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne ;
- VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Aulne approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2014 ;
- VU le plan départemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés (PDPGDMA) du Finistère adopté par le Conseil Général en séance plénière du 22 octobre 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 107-83 A du 28 octobre 1983 autorisant la S.A. JEFFROY à exploiter un abattoir de porcs et ses activités annexes ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 68-96 A du 5 août 1996 imposant des prescriptions complémentaires à SCIA SA des Abattoirs JEFFROY par rapport à l'extension d'activité, l'extension du plan d'épandage des boues de la station d'épuration ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 27-06 A-I du 11 juillet 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société SEAE SOCOPA, en modifiant l'arrêté préfectoral n°97/1171 du 28 mai 1997 ;
- VU l'arrêté complémentaire n°11-10 AI du 15 mars 2010 qui prescrit la mise en œuvre d'une surveillance initiale des substances dangereuses dans l'eau ;
- VU l'arrêté complémentaire n°29-14 AI du 15 mai 2014 qui prescrit la mise en œuvre d'une surveillance pérenne des substances dangereuses dans l'eau ;

VU le rapport n° 2015-06337 et les propositions en date du 6 novembre 2015 de l'inspection de l'environnement ;

VU l'avis en date du 17 décembre 2015 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 11 janvier 2016 à la connaissance du demandeur ;

VU le courrier du 21 janvier 2016 en réponse du demandeur ;

CONSIDERANT que les modifications déclarées le 29 mai 2015 par la société SOCOPA VIANDES ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble du plan d'épandage concerné par les boues biologiques est respecté ;

CONSIDERANT que le plan d'épandage de SOCOPA VIANDES apparaît suffisamment dimensionné pour assurer une valorisation des boues biologiques ;

CONSIDERANT que le site SOCOPA VIANDES doit se mettre en conformité avec le SDAGE et notamment le critère 3 A1 relatif à la réduction des rejets directs en phosphore ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les nuisances occasionnées par cette installation classée sont prévenues par des mesures compensatoires retenues par le pétitionnaire au travers de sa demande, ainsi que par les prescriptions fixées dans le présent projet d'arrêté, permettant de préserver les intérêts mentionnés aux articles L.211-1, L.511-1 et L.512-2 du Code de l'Environnement

CONSIDERANT que par ailleurs, en raison de l'ancienneté de l'arrêté préfectoral et de la multitude des arrêtés préfectoraux complémentaires, il apparaît nécessaire de mettre à jour et de regrouper en 1 seul document l'ensemble des prescriptions afin d'en assurer une lecture et donc une application efficace;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture

ARRÊTÉ

TABLE DES MATIERES

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	7
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation	7
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation	7
Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement	7
CHAPITRE 1.2 Nature des installations	8
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	8
Article 1.2.2. Situation de l'établissement	9
Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées.....	9
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation	9
Article 1.3.1. Conformité.....	9
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation	9
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation	9
CHAPITRE 1.5 Modifications et cessation d'activité	9
Article 1.5.1. Porter à connaissance	9
Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers	10
Article 1.5.3. Equipements abandonnés	10
Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement	10
Article 1.5.5. Changement d'exploitant	10
Article 1.5.6. Cessation d'activité.....	10
Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.	10
CHAPITRE 1.6 Réglementation	10
Article 1.6.1. Respect des autres législations et réglementations	10
TITRE 2 – Gestion de l'établissement.....	11
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations	11
Article 2.1.1. Objectifs généraux	11
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	11
CHAPITRE 2.2 Intégration dans le paysage.....	11
Article 2.2.1. Propreté.....	11
Article 2.2.2. Esthétique	11
CHAPITRE 2.3 Danger ou nuisance non prévenu	11
Article 2.3.1. Danger ou nuisance non prévenu.....	11
CHAPITRE 2.4 Incidents ou accidents.....	11
Article 2.4.1. Déclaration et rapport.....	11
CHAPITRE 2.5 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	12
CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	12
TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique	12
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	12
Article 3.1.1. Dispositions générales	12
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles	13
Article 3.1.3. Odeurs	13
Article 3.1.4. Voies de circulation	13
Article 3.1.5. Emissions diffuses et envois de poussières	13

13	CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....
13	Article 3.2.1. Dispositions générales.....
14	Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....
14	Article 3.2.3. Conditions générale de rejet.....
14	<i>TITRE 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</i>
14	Article 4 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....
14	CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....
14	Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....
14	Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement d'eaux.....
14	Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation.....
15	CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides.....
15	Article 4.2.1. Dispositions générales.....
15	Article 4.2.2. Plan des réseaux.....
15	Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....
15	Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....
15	Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux.....
15	CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....
15	Article 4.3.1. Identification des effluents.....
15	Article 4.3.2. Collecte des effluents.....
16	Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....
16	Article 4.3.4. Localisation des points de rejet.....
16	Article 4.3.4.1. Conception.....
17	Article 4.3.4.2. Aménagement.....
17	Article 4.3.4.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....
17	Article 4.3.4.2.2 Section de mesure.....
17	Article 4.3.4.3 Equipements.....
17	Article 4.3.5. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets au milieu naturel.....
17	Article 4.3.6. Gestion des eaux pluviales.....
17	Article 4.3.7. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel.....
18	<i>TITRE 5 - Déchets PRODUITS</i>
18	CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....
18	Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....
18	Article 5.1.2. Séparation des déchets.....
19	Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entrepasage internes des déchets.....
19	Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....
19	Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....
19	Article 5.1.6. Transport.....
19	CHAPITRE 5.2 Eppandage.....
19	Article 5.2.1. Eppandages autorisés.....
19	Article 5.2.2. REGLES GENERALES.....
19	Article 5.2.2.1. Références réglementaires.....
20	Article 5.2.2.2. Modification/extension.....
20	Article 5.2.2.3. Filières alternatives.....
20	Article 5.2.2.4. Contrats.....
20	Article 5.2.2.5. Origine des déchets à éppandre.....
20	Article 5.2.3. CARACTERISTIQUES DE L'EPPANDAGE.....
21	Article 5.2.4. CARACTERISTIQUES DES SOLS.....
21	Article 5.2.5. QUANTITE MAXIMALE ANNUELLE A EPPANDRE A L'HECTARE.....
21	Article 5.2.5.1. Fertilisation équilibrée.....
21	Article 5.2.5.2. Doses d'apport.....
21	Article 5.2.6. Dispositifs d'entrepasage et dépôts temporaires.....
22	Article 5.2.7. PERIODES D'INTERDICTION.....
22	Article 5.2.8. MODALITES D'EPPANDAGE.....
23	Article 5.2.9. PROGRAMME PREVISIONNEL ANNUEL.....
23	Article 5.2.10. Eppandages interdits.....

TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES	23
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	23
Article 6.1.1. Identification des produits.....	23
Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	24
CHAPITRE 6.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement	24
Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes.....	24
Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes	24
Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation	24
Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution	24
TITRE 7 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et DES EMISSIONS LUMINEUSES	25
CHAPITRE 7.1 Dispositions générales.....	25
Article 7.1.1. Aménagements	25
Article 7.1.2. Véhicules et engins	25
Article 7.1.3. Appareils de communication.....	25
CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques.....	25
Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence	25
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation	25
PERIODE DE JOUR	25
PERIODE DE NUIT	25
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS	26
Article 7.3.1. Vibrations	26
TITRE 8 - Prévention des risques technologiques	26
Chapitre 8.1 Généralités.....	26
Article 8.1.1. Localisation des risques	26
Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	26
Article 8.1.3. Propreté de l'installation	26
Article 8.1.4. Contrôle des accès	26
Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement.....	26
Article 8.1.6. Etude de dangers.....	26
Article 8.1.7. Moyens de lutte contre l'incendie.....	26
CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives	26
Article 8.2.1. ACCESSIBILITE	26
Article 8.2.2. Déplacement des engins de secours a l'intérieur du site	27
Article 8.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie et plan de secours et d'intervention	27
Article 8.2.3.1. Moyens de lutte contre l'incendie	27
Article 8.2.3.2. Plan de secours et d'intervention	27
CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents	28
Article 8.3.1. Installations électriques	28
Article 8.3.2. Ventilation des locaux.....	28
CHAPITRE 8.4 Dispositif de PREVENTion des pollutions accidentelles	28
Article 8.4.1. Dispositions générales	28
Article 8.4.2. Stockages	28
Article 8.4.3. Aires de chargement, déchargement ou manutention	29
Article 8.4.4. Opérations d'entretien :	29
Article 8.4.5. Information sur les produits :	29
CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation.....	29
Article 8.5.1. Surveillance de l'installation	29
Article 8.5.2. Travaux.....	29
Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements	29
Article 8.5.4. Consignes d'exploitation	30
TITRE 9 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	30

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX RUBRIQUES A DECLARATION	30
CHAPITRE 9.2 Prévention de la légionellose.....	30
CHAPITRE 9.3 INSTALLATIONS DE REFRIGERATION EMPLOYANT L'AMMONIAC COMME FLUIDE FRIGORIGENE	30
<i>TITRE 10 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....</i>	31
CHAPITRE 10.1 Programme d'auto surveillance	31
CHAPITRE 10.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	31
Article 10.2.1. Relevé des prélèvements d'eau	31
Article 10.2.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.....	31
Article 10.2.3. Suivi des déchets.....	32
Article 10.2.3.1. Déclaration.....	32
Article 10.2.4. Auto surveillance de l'épandage.....	32
Article 10.2.4.1. Auto surveillance des épandages	32
Article 10.2.4.2. Cahier d'épandage	32
Article 10.2.4.3. Surveillance des effluents à épandre.....	32
Article 10.2.4.4. Surveillance des sols.....	33
CHAPITRE 10.3 Bilans périodiques.....	33
Article 10.3.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	33
Article 10.3.2. Bilan annuel des épandages	33
Article 10.3.3. Dossier de réexamen des conditions d'autorisation	34
CHAPITRE 10.4 Suivi, interprétation et diffusion des résultats	34
Article 10.4.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	34
Article 10.4.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	34
Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 7.1.1. sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.	34
<i>TITRE 11 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</i>	34
Article 11.1.1. Délais et voies de recours.....	34
Article 11.1.2. Publicité.....	35
Article 11.1.3. Exécution.....	35

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SOCOPA VIANDES dont le siège social est situé à ZI de Kergostiou 29300 QUIMPERLE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de CHATEAUNEUF-DU-FAOU, à la ZI sud de Guernevez BP 21, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 107-83 A du 28 octobre 1983 autorisant la S.A. JEFFROY à exploiter un abattoir de porcs et ses activités annexes ;	Suppression des prescriptions Articles 1 à 12
Arrêté préfectoral complémentaire n°84-88 A du 2 mars 1988 modifiant l'AP du n° 107-83 A du 28 octobre 1983 relatif à l'extension d'activité et des évolutions réglementaires ;	Abrogation
Arrêté préfectoral complémentaire n°12-94 A du 10 janvier 1994 modifiant l'AP du n° 84-88 A du 2 mars 1988 relatif à l'extension des activités annexes ;	Abrogation
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 68-96 A du 5 août 1996 autorisant la SCICA SA JEFFROY à étendre ses activités d'abattage de porcs, avec extension du plan d'épandage des boues de la station d'épuration ;	Suppression des prescriptions Articles 1 à 19
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 69-97 A du 28 mai 1997 complétant l'arrêté n°96/2005 du 5 août 1996 autorisant la SCICA SA JEFFROY à exploiter un abattoir de porcs ZI de Kernévez à CHATEAUNEUF-DU-FAOU relatif à l'évolution de la nomenclature des installations classées (évolution du tonnage des activités découpe);	Abrogation
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 110-04 A du 10 mars 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société SOCOPA concernant le rapport de l'analyse des dangers ;	Abrogation
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 328-04 A du 20 juillet 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société SOCOPA, en modifiant l'arrêté préfectoral n°97/1171 du 28 mai 1997 ;	Suppression des prescriptions Articles 1 à 15
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 27-06 A-I du 11 juillet 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société SEAE SOCOPA, en modifiant l'arrêté préfectoral n°97/1171 du 28 mai 1997 ;	Suppression des prescriptions Articles 1 à 6
Arrêté préfectoral n°18-07 AI du 19 mars 2007 autorisant des prescriptions complémentaires à la société SOCOPA en modifiant l'arrêté préfectoral complémentaires n°328/04 A du 20 juillet 2004 et l'arrêté préfectoral n°97/1171 du 28 mai 1997 relatif à l'augmentation du niveau de l'activité ;	Suppression des prescriptions Articles 1 à 5

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté,

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique de la nomenclature	Nature des activités	Volumes autorisés	Régime *
2210-1	Abattage d'animaux Le poids de carcasses susceptibles d'être abattues étant supérieur à 5 t/j	450 t/j en moyenne 480 t/j en pointe	A
3641	Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour	450 t/j en moyenne 480 t/j en pointe	A
2221-A	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc, à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642.	375 t/j en moyenne 390 t/j en pointe	A
3642-1	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour.	375 t/j en moyenne 390 t/j en pointe	A
4735-1-a	Ammoniac : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. pour les réipients de capacité unitaire supérieure à 50kgs : a)supérieure ou égale à 1,5t	8,4 tonnes	A
2921-a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale 3 000 kW	5351 kW	E
2910-A.2	Installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771, consommant exclusivement du gaz naturel. La puissance thermique nominale étant supérieure à 2MW mais inférieure à 20MW.	5,05 MW	D
4725-2	Oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 2t mais inférieure à 200 t	13,2 tonnes	D

1435	<p>Station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>3. supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</p>	<p>Gasoil distribué 762 m³</p> <p>Fioul distribué 166 m³</p>	D
------	--	--	---

S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NC (Non Classé).

*1 3641 rubrique principale IED,

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3641 et le BREF de référence est le BREF « abattoir et équarrissage ». Conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles susvisées.

* 2 Le 1^{er} juin est entré en vigueur le décret du 3 mars 2014, qui modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour la mettre en adéquation avec le règlement CLP (classification, étiquetage et emballage des substances chimiques et des mélanges). Ce décret a ainsi introduit des rubriques 4xxx prenant en compte les dispositions de la directive SEVESO 3 et les mentions de danger désormais applicables en application du règlement CLP.

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
CHATEAUNEUF-DU-FAOU	<p>Section : B</p> <p>Parcelles :</p> <p>882, 885, 888, 889, 892, 893, 886, 894, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 1018, 918, 927, 928, 921, 948, 1021</p>	<p>ZI sud de Guernevez</p> <p>BP 21</p>

Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un abattoir de porcs (et activités annexes),
- un atelier de découpage de viandes,
- des zones techniques comprenant des installations de combustion, des installations de réfrigération à l'ammoniac, un dépôt de liquides inflammables,
- plusieurs zones comprenant les bureaux, des vestiaires et des locaux sociaux,
- une station d'épuration.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section I du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère par du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2.

Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

CHAPITRE 1.6 REGLEMENTATION

Article 1.6.1. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.
- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.2.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Article 2.2.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

Article 2.3.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.4.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffusives, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 3.1.1. Dispositions générales

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLES	Documents à transmettre	Périodicités / Echéances
ARTICLE 1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois / 6 mois (cas des installations de stockage de déchets)
ARTICLE 7.1.1	Niveaux sonores	Tous les 3 ans
ARTICLE 10.2.2	Résultats de la surveillance des émissions, des milieux et des déchets	Avant le 20 du mois suivant les analyses, Via la télétransmission Gidaf
ARTICLES 10.3.1	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
ARTICLE 10.2.4	Epandage	31 mars de l'année n+1
Et 10.3.2	Bilan prévisionnel	

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.5 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Emissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
1	brûleur immergé 1	800 kW	Gaz naturel
2	brûleur immergé 2	800 kW	Gaz naturel
3	Chaudière (dépannage des 2 brûleurs)	832 kW	Gaz naturel
4	2 fours à flamber les porcs	2 X 1 200 kW	Gaz naturel
5	2 machines à laver et 2 séchoirs	2 X 50 kW + 2 X 60 kW	Gaz naturel

Article 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALE DE REJET

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Débit nominal (m³/h)
1	brûleur immergé 1	5	110	1 300
2	brûleur immergé 2	5	110	1 300
3	Chaudière	10	360	1 500
4	2 Fours à flamber les porcs	12	600 X 600	3 000
5	2 machines à laver et 2 séchoirs	10	2X 200 2X 300	

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'approvisionnement en eau du site s'effectue à partir du réseau public.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement d'eaux

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- le réseau d'alimentation,
- les principaux postes utilisateurs,
- les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesures, vannes...) ;
- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines...) ;
- les points de rejet dans le cours d'eau ;
- les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres,...) et les points de mesures.

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et les eaux non susceptibles d'être polluées issues des toitures ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des voiries, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux usées industrielles ;
- les eaux domestiques ;

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Concernant les eaux pluviales :

- pour la partie Sud, les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales communales,
- pour la partie Nord, les eaux pluviales rejoignent un bassin tampon de la Communauté de Communes avant rejet dans l'Aulne.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	
N° 1	
Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles + Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Station d'épuration biologique du site
Milieu naturel récepteur	L'AULNE
Coordonnées Lambert II des points de rejets	X = E 143 499 Y = N 2 371 688
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	
N° 2	
Nature des effluents	Eaux pluviales collectées au sein de l'établissement
Exutoire du rejet	Rejeté au réseau eaux pluviales de la ville avant rejet dans l'AULNE
Traitement avant rejet	Non
Milieu naturel récepteur	L'AULNE
Coordonnées Lambert II des points de rejets	X = E 142 545 Y = N 2 373 601

Article 4.3.4.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- Il doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.4.2. Aménagement

Les articles suivants 4.3.5.2.1, 4.3.5.2.2. et 4.5.3.2.3 ne concernent que le point de rejet n°1 en aval de la station de traitement des eaux usées.

Article 4.3.4.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.4.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.4.3 Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

Article 4.3.5. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets au milieu naturel

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L.

Article 4.3.6. Gestion des eaux pluviales

4.3.6.1 Eaux pluviales « non polluées »

Les eaux pluviales, non polluées, sont rejetées dans le milieu récepteur ou dans le réseau d'eaux pluviales, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Hydrocarbures totaux 10 mg/l
- MES 35 mg/l
- DCO 125 mg/l

4.3.6.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté et renvoyé soit en tête de station en cas de pollution constatée, soit dans le milieu naturel s'il satisfait les valeurs ci-dessus.

L'ensemble des effluents est dégrillé, tamisé, dessablé, dégraissé.

Les eaux résiduaires transitent par la station d'épuration biologique du site avant rejet dans le cours d'eau de « l'Aulne ».

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et ne pas gêner la navigation.

Toutes dispositions seront prises pour éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet.

Article 4.3.7. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

TITRE 5 - DECHETS PRODUITS

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/l) (24h)
DDO	90	135
DBO ₅	30	45
MES	30	45
Azote NTK	20	30
Phosphore total Pt	2 mg/l	3
Moyenne journalière : 1 500 m³/j 150 m³/h		

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur prescrite.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2 EPANDAGE

Article 5.2.1. EPANDAGES AUTORISES

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des boues biologiques, issues de son activité, sur les parcelles dont la liste, par exploitation agricole, figure au dossier de demande d'autorisation d'exploiter transmis le 29 mai 2015 au Préfet du Finistère, complété le 29 juillet 2015 et le 1^{er} octobre 2015.

La liste des prêteurs de terre comprenant la surface mise à disposition et les surfaces épandables est jointe en annexe I du présent arrêté.

Les parcelles concernées sont situées sur les communes de CHATEAUNEUF-DU-FAOU, COLLOREC, LANDELEAU, PLONEVEZ DU FAOU, LE CLOITRE-PLEYBEN, LAZ et représentent 958,6 hectares de surface mise à disposition et 775,6 hectares de surface épandable. Les parcelles sont réparties entre 23 exploitations aptes à l'épandage dans les limites permettant l'équilibre de la fertilisation.

Article 5.2.2. REGLES GENERALES

Article 5.2.2.1. Références réglementaires

L'épandage de boues biologiques sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par :

- l'article 31 de l'arrêté du 30/04/2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2210 « abattage d'animaux »,
- l'arrêté préfectoral Régional en cours de validité relatif au programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- l'arrêté GREN établissant le référentiel régional de la mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour région Bretagne (du 26 juin 2015).

Article 5.2.2.2. Modification/extension

Toute modification ou extension du périmètre d'épandage doit faire l'objet, au préalable, d'un dossier établi conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement.

Article 5.2.2.3. Filiales alternatives

En cas de surplus momentané et exceptionnel de boues biologiques ou en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre des filières alternatives d'élimination ou de valorisation. Il en informe le Préfet.

Article 5.2.2.4. Contrats

L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de boues biologiques et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de boues biologiques et agriculteurs exploitant les terrains.
Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ils comportent à minima :

- Les noms ou dénominations sociale, adresses, signatures des parties prenantes

- La liste des parcelles concernées par épandage industriel

- La référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'épandage

- L'engagement écrit du producteur à épandre dans les règles

- Les modalités d'information réciproques des parties prenantes sur les épandages à réaliser

Le contrat sera révisé à chaque modification de données.

En cas de cessation d'épandage sur une parcelle, l'exploitant :

- réalise les analyses de sols conformément à l'article 10.2.44.
- informe le maire de la commune concernée du retrait de la parcelle du périmètre d'épandage
- transmet le justificatif au préfet lors de l'envoi du bilan agronomique annuel.

Article 5.2.2.5. Origine des déchets à épandre

Les boues biologiques à épandre sont constituées exclusivement de boues biologiques provenant de l'épuration des eaux résiduelles industrielles de l'établissement.
Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Article 5.2.3. CARACTERISTIQUES DE L'EPANDAGE

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'AM du 2 février 1998 modifié, qui doit montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Les boues biologiques à épandre présenteront les caractéristiques maximales suivantes :

Eléments traces métalliques	En application de l'article 31 de l'arrêté du 30 avril 2004, les épandages doivent répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2/02/98 modifié. Le déchet épandu doit respecter en concentration et en flux cumulé les limites prévues au tableau 1a de l'annexe VII-a de l'arrêté du 02/02/98 modifié. En outre, pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6, le flux cumulé sur une durée de 10 ans apporté par les déchets ou les effluents doit respecter les valeurs limites figurant au tableau 3 de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2/02/98 modifié.
Eléments traces organiques	Le déchet épandu doit respecter en concentration et en flux cumulé les limites prévues au tableau 1b de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2/02/98 modifié
Eléments pathogènes	Aucun (sauf si innocuité démontrée dans étude préalable)
Matières fertilisantes	Boues biologiques d'épuration Siccité : 45g/l Masse : 460 tonnes de MS/an Azote (exprimée en N) : 35,8 t/an Phosphore disponible (exprimée en P ₂ O ₅) : 21,6 t/an Potasse (exprimée en K ₂ O) : 3,7 t/an

Paramètres physico-chimiques	Le pH des effluents épandus doit être compris entre 6.5 et 8.5
Indésirables (autres que ceux listés à l'annexe VII-a)	Aucun (<i>sauf si innocuité démontrée dans étude préalable</i>)

Article 5.2.4. CARACTERISTIQUES DES SOLS

Les déchets et/ou effluents ne peuvent pas être épandus si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2/02/98 modifié.

Les déchets et/ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5
- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 de l'annexe VII a de l'arrêté ministériel du 2/02/98 modifié.

Article 5.2.5. QUANTITE MAXIMALE ANNUELLE A EPANDRE A L'HECTARE

Article 5.2.5.1. *Fertilisation équilibrée*

La fertilisation en azote et en phosphore ne doit pas conduire à des apports excessifs. L'équilibre de la fertilisation doit être recherché.

Les quantités et les doses à épandre sont définies sous la responsabilité de l'exploitant.

D'une part, les apports de toutes origines doivent être pris en compte pour estimer l'équilibre de la fertilisation. La surface agricole épandable de chaque exploitation mettant des terres à disposition du plan d'épandage de la société SOCOPA VIANDES doit respecter pour l'équilibre azote les valeurs réglementaires de l'arrêté en vigueur relatif au programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

D'autre part, l'équilibre doit être respecté entre la capacité d'épuration du périmètre d'épandage et le flux produit par les effluents et/ou déchets, sur les paramètres phosphore et potasse.

Article 5.2.5.2. *Doses d'apport*

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus.
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global) toutes origines confondues, ne dépassent pas les règles de fertilisation en vigueur.

Article 5.2.6. DISPOSITIFS D'ENTREPOSAGE ET DEPOTS TEMPORAIRES

Les dispositifs permanents d'entreposage des boues biologiques sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par la réglementation. Ils sont situés sur le site de production.

Pour le stockage des boues, le site dispose d'un silo béton découvert de 300 m³ et un bassin géomembrane de 3 470 m³ pour les boues à une siccité de 40 à 50 g/l et d'une plateforme de stockage de 240 m² pour les boues centrifugées.

La capacité de stockage globale sur le site est de l'ordre de 5,4 mois.

Les dispositifs d'entreposage doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de déchets et/ou d'effluents sur la parcelle d'épandage n'est pas autorisé.

Article 5.2.7. PERIODES D'INTERDICTION

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides,
- pendant les périodes de forte pluviosité et les périodes où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,
- sur les terrains à forte pente dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-asperion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

En outre, les calendriers d'interdiction d'épandage, définis dans les (s) arrêté(s) ministériels et préfectoral (aux) régional (aux) en vigueur relatif(s) au programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doit être respecté.

Article 5.2.8. MODALITES D'EPANDAGE

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets et/ou effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Elles sont réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, producteur des déchets et/ou des effluents qui doit mettre en œuvre un dispositif de surveillance afin de vérifier qu'elles répondent aux exigences réglementaires.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Les déchets solides ou pâteux non stabilisés sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation.

Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage de déchets et/ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, à savoir :

Nature des activités à protéger		Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueduc transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	100 mètres	35 mètres	Pente du terrain inférieure à 7%
			Pente du terrain supérieure à 7 %
	5 mètres des berges		
	35 mètres des berges		2. Autres cas
	100 mètres des berges		1. Déchets solides et stabilisés.
Cours d'eau et plan d'eau		200 mètres des berges	2. Déchets non solides et non stabilisés

Lieux de baignade.	200 mètres	/
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles).	500 mètres	/
Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public.	50 mètres	/
	100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants.
Herbages ou culture fourragères.	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes
	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères	Autres cas
Terrain affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers.	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	Autres cas.

Article 5.2.9. PROGRAMME PREVISIONNEL ANNUEL

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, avec la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) et les plans de fumure prévisionnels de ces parcelles établis par les prêteurs;
- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce document doit permettre la justification, au travers d'une gestion prévisionnelle des épandages, de la valorisation des effluents et/ou déchets produits par l'établissement en respectant l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apport.

Ce programme prévisionnel est transmis au préfet avant le début de la campagne.

Article 5.2.10. Epandages interdits

Les épandages non autorisés sont interdits.

TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (à minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP)

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :

- les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges concernés présents sur le site,
- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).

Article 6.1.2. Etiquetage des substances et mélanges dangereux

1. Les fûts, réservoirs et autres emballages portant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

2. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

TITRE 7 PREVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 7.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée tous les trois ans, aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

POINTS DE CONTROLE	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible		
Point n°1	70 dB(A)	56 dB (A)
Point n°2	70 dB (A)	56 dB (A)
Point n°3	70 dB (A)	60 dB (A)
Point n° 4	70 dB (A)	60 dB (A)
Point n° 5	70 dB (A)	60 dB (A)
Point n° 6	70 dB (A)	60 dB (A)

Les points 1 à 6 sont définis sur les plans définissant les zones à émergence réglementée annexés au présent arrêté (Annexe II).

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.6. ETUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 8.1.7. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- d'un réseau d'extincteurs adapté au type d'incendie potentiel (feu sec, danger d'origine électrique...), L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1. ACCESSIBILITE

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.2. DEPLACEMENT DES ENGINS DE SECOURS A L'INTERIEUR DU SITE

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 8.2.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET PLAN DE SECOURS ET D'INTERVENTION

Article 8.2.3.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- 4 poteaux incendie ;
- 3 bouches d'incendie, permettant de créer un mûr d'eau en cas de fuite d'ammoniac ;
- un réseau de robinets d'incendie armés (16) ;
- un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus ;
- un réseau de sprinklage ;

En outre,

- les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIH ;
- l'ouverture des portes des locaux doit se faire dans le sens de l'évacuation ;
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenues en bon état de service et vérifiées périodiquement ;
- le personnel de l'établissement participe tous les ans à un exercice d'évacuation ; les dates et observations peuvent être consignées dans un registre ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les Sapeurs-Pompiers ; des formations à la mise en œuvre des matériels de lutte contre l'incendie sont dispensées à une partie du personnel.
- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie ;
- les voies d'accès à l'usine sont maintenus constamment dégagées.

Article 8.2.3.2. Plan de secours et d'intervention

Un plan complet de secours et d'intervention est élaboré pour l'ensemble de l'établissement. Il comporte les renseignements suivants :

- coordonnées des responsables de l'usine,
- liste des produits dangereux ou polluants stockés/utilisés dans l'usine,
- plan simplifié de l'usine avec signalisation des voies de circulation des emplacements et débit des poteaux incendie, des emplacements et capacités des réserves eau incendie, des organes de secours (vannes, barrages, coupures électriques, RIA etc...), des emplacements et volume des stockages de produits polluants ou dangereux, des cloisonnements par de parois coupe-feu.

Ce document sera transmis aux sapeurs pompiers de Chateaufort-du-Faou. Plusieurs exemplaires devront être disponibles à l'intérieur de l'établissement.

Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C17-40.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 8.3.2. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation, notamment par aménagements des sols, collecteurs, canalisations, postes de reprises, ouvrages, etc... pour qu'aucun déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes ne puisse se faire dans le milieu naturel.

Les armatures électriques ainsi que toutes les zones de stockages (graissses, flottants, réactifs...) seront implantées au minimum à 30 cm au-dessus de la cote des plus hautes eaux enregistrées.

Article 8.4.2. Stockages

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de réceptacles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou réceptacles contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 8.4.3. Aires de chargement, déchargement ou manutention

Les aires de chargement de matières toxiques ou polluantes sont étanches et aménagés de façon à éviter tous risques de pollution accidentelle, notamment par la récupération des éventuels déversements et des eaux de ruissellement potentiellement polluées qui seront envoyées soit en tête de station, soit vers une unité de traitement spécifique suivant leur traitabilité dans l'installation.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimages des fûts...).

Article 8.4.4. Opérations d'entretien :

Les opérations d'entretien ou de nettoyage des équipements, réseaux ou ouvrages devront être conduites de manière à éviter tout déversement direct dans le milieu récepteur des dépôts, fonds d'ouvrage et déchets divers.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Article 8.4.5. Information sur les produits :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom de produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brulage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électrécité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 4.4.7.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX RUBRIQUES A

DECLARATION

Les activités soumises à simple déclaration, indiquées dans l'article 1.2.1 du présent arrêté, demeurent réglementées par les arrêtés types qui leur sont applicables :

- Les installations de combustion soumises à déclaration sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations visées par la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Les installations de station-service soumises à déclaration sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations visées par la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Les installations soumises à déclaration sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations visées par la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 9.2 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 9.3 INSTALLATIONS DE REFRIGERATION EMPLOYANT L'AMMONIAC

COMME FLUIDE FRIGORIGENE

L'exploitant est tenu de respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur pour l'exploitation des installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène, en particulier celles prévues par l'arrêté ministériel du 16/07/1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène et par l'arrêté du 15/03/2000 relatif aux équipements sous pression.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1 Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un manuel d'autosurveillance tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 10.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.2.1. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvements d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 10.2.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Le programme d'autosurveillance des rejets est réalisé dans les conditions suivantes :

Paramètres	Unités	Modalités – fréquence Entrées - Sorties
Volume	m³	Continu, tous les jours
pH	/	Tous les jours
DCO (*) Demande chimique en oxygène	mg/l et kg/j	Tous les jours
DBO ₅ (*) Demande biochimique en oxygène	mg/l et kg/j	1 fois /mois
MES Matières en suspension	mg/l et kg/j	1 fois / mois
NTK Azote Kjeldahl	mg/l et kg/j	1 fois / mois
Pt Phosphore total	mg/l et kg/j	1 fois / mois

(*) sur effluents non décantés, non filtrés

Le suivi des rejets est effectué sur chaque rejet d'effluents de l'établissement, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit, conservé(s) en enceinte réfrigérée.

REJETS EAUX PLUVIALES		
Paramètres	Unités	Périodicité de la mesure
Hydrocarbures totaux	mg/l	Annuelle
DCO	mg/l	
MES	mg/l	

Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Paramètres	Fréquence
pH	I fois avant la campagne d'épandage. Des analyses supplémentaires sont réalisées lorsque des changements de procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier la qualité des effluents.
Matière organique (en %)	
N global	
N ammoniacal (en NH ₄)	
Rapport C/N	
Phosphore total (en P ₂ O ₅)	
Potassium total (K ₂ O)	
Calcium total (en CaO)	
Magnésium total (en MgO)	

L'exploitant effectue périodiquement des analyses sur ces boues biologiques selon le protocole suivant :

- agents pathogènes éventuels.
- éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents au vu de l'étude préalable ;
- éléments de caractérisation de la valeur agronomique (cf. annexe VII-c de l'AM du 2.2.98) ;
- taux de matières sèches ;

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.
L'exploitant effectue des analyses des boues biologiques lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements de procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.
Le volume des effluents épanchés est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Article 10.2.4.3 Surveillance des effluents à épancher

Ces informations sont transmises aux prêteurs de terre afin qu'ils les intègrent dans leurs bilans de fertilisation.
Le producteur des effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.
L'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.
- prélèvements et de mesures, ainsi que leur localisation ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents et/ou déchets, avec les dates de les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et leur aptitude ;
- les dates d'épandage ;
- les quantités d'effluents épanchés par unité culturale, ainsi que les apports en azote et phosphore correspondants ;

Ce cahier comporte les informations suivantes :

L'inspection des installations classées.
L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Il est tenu à la disposition de

Article 10.2.4.2 Cahier d'épandage

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols et des boues biologiques doivent être conformes à l'annexe Vild de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Article 10.2.4.1 Auto surveillance des épandages

ARTICLE 10.2.4 AUTO SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 10.2.3.1. Déclaration

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 10.2.3 Suivi des déchets

Matière sèche (en%)	Tous les deux ans
Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn)	Tous les deux ans
Éléments traces métalliques : cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, chrome+cuivre+nickel+zinc	Tous les deux ans
Composés traces organiques total des 7 principaux PCB(*), fluoranthène, benzo(a)pyrène (*)PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180	Tous les cinq ans

Article 10.2.4.4 Surveillance des sols

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes tels que définis dans l'étude préalable. Par zone homogène, on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 hectares ; par unité culturale, on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de cultures par un seul exploitant.

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence représentatif de chaque zone homogène selon le protocole suivant :
1 - granulométrie, pH, matière sèche (en %), matière organique (en %), azote global, azote ammoniacal (en NH₄), rapport C/N, phosphore (P₂O₅) échangeable, potassium (K₂O) échangeable, calcium (CaO) échangeable, magnésium (MgO) échangeable, périodicité : état initial pour toute parcelle ou groupe de parcelles dans un délai d'un an à compter du début des opérations d'épandage puis renouvellement tous les 10 ans;

2 - oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn), éléments traces métalliques (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc),

périodicité : une analyse avant le premier épandage, puis tous les 10 ans et après l'ultime épandage (parcelles exclues du périmètre d'épandage).

CHAPITRE 10.3 BILANS PERIODIQUES

Article 10.3.1. DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES ET DES DECHETS

L'exploitant adresse, avant le 1er avril de chaque année, une déclaration annuelle portant sur l'année précédente :

des utilisations d'eau, le bilan fait apparaître éventuellement les économies d'eau réalisées ;

de la masse annuelle des émissions de polluants et des déchets, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Cette déclaration est effectuée par voie électronique selon les instructions nationales en vigueur.

Article 10.3.2. BILAN ANNUEL DES EPANDAGES

L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage (du 1er janvier au 31 décembre).

Il comprend notamment :

- les parcelles réceptrices ; la correspondance entre l'identification cadastrale des parcelles et l'identification PAC si cette dernière est utilisée, sera clairement mentionnée.
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Les modifications des parcelles et de leurs caractéristiques par rapport aux données mentionnées dans le dernier arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation classée seront clairement mentionnées.

En outre, l'exploitant doit justifier :

- les éventuels écarts entre le bilan et le programme prévisionnel établi avant le début des opérations concernées.
- les éventuels dépassements des volumes/quantités autorisés par rapport à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (y compris par parcelle).

D'une façon générale, le bilan mentionne clairement et justifie en conclusion les éventuels écarts des données d'épandage par rapport à celles autorisées dans l'arrêté préfectoral.

Ce bilan sera annuellement transmis par l'exploitant au préfet (avant le 31 mars de l'année suivante) et aux agriculteurs concernés.

Article 10.3.3. DOSSIER DE REEXAMEN DES CONDITIONS D'AUTORISATION

L'exploitant réalise et adresse au préfet le dossier de réexamen prévu à l'article R.515-72 du code de l'environnement. Ce dossier est à fournir dans un délai de douze mois qui suivent la publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au Journal Officiel de l'Union Européenne concernant la rubrique principale visée au II de l'article R.515-69. Ce dossier comporte les éléments définis à l'article R.515-72 du code de l'environnement.

CHAPITRE 10.4 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

Article 10.4.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font pressager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 9.1 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traité au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis mensuellement, avant la fin du mois suivant par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Récurrentes <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/>), accompagnés de commentaires sur les anomalies éventuellement constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints.

ARTICLE 10.4.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérives), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 10.4.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 7.1.1. sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE II DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

Article 11.1.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11.1.2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHATEAUNEUF-DU-FAOU pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de CHATEAUNEUF-DU-FAOU fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du FINISTERE l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence auprès du Secrétariat de Direction du site d'exploitation de la société SOCOPA VIANDES.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir :

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SOCOPA VIANDES dans deux journaux diffusés dans tout le département.

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions de l'arrêté peuvent être exclues de la publicité prévues par le présent article lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

Article 11.1.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de QUIMPER, le Sous-préfet de l'arrondissement de CHATEAULIN, le Directeur départemental de la Protection des Populations de QUIMPER et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de CHATEAUNEUF-DU-FAOU et à la société SOCOPA VIANDES.

Quimper, le 02 FEV. 2016

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

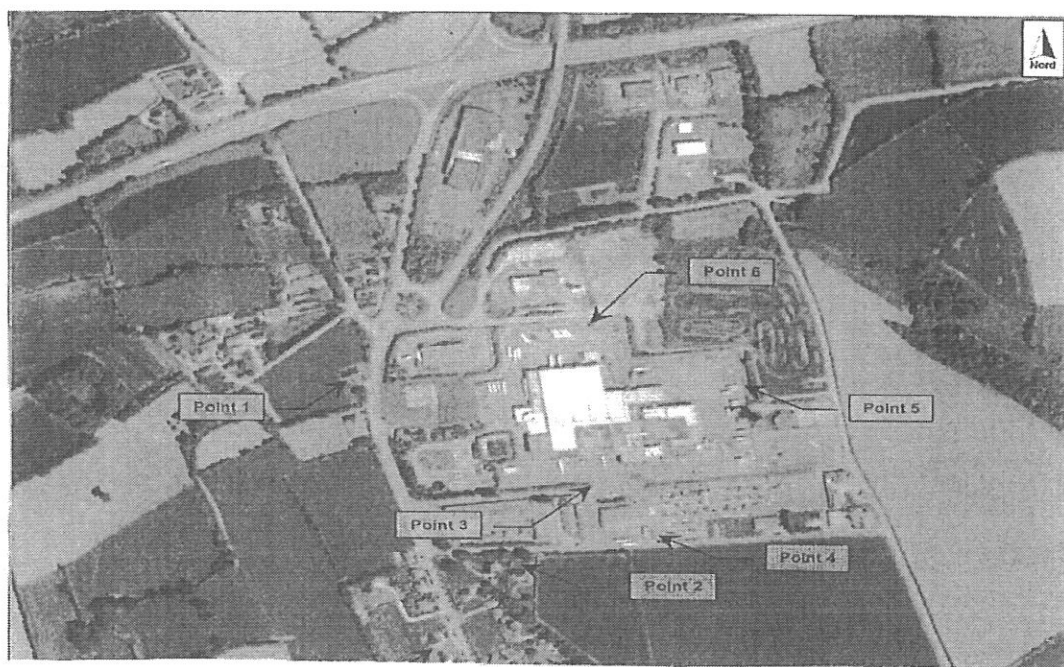

Eric ETIENNE

DESTINATAIRES :

- Mme la sous-préfète de CHATEAULIN
- M. le maire de CHATEAUNEUF-DU-FAOU
- M. le Directeur de la société SOCOPA VIANDES
- M. le Directeur Départemental de la Protection des Populations
- Mme l'inspecteur de l'environnement - DDPP

ANNEXE I

Localisation des points de mesures de bruit



ANNEXE II

Tableau n°1

La description du périmètre d'épandage proposé au dossier :

EXPLOITANT	SURFACE MISE A DISPOSITION (HA)	SURFACE EPANDABLE (HA)
LE GUERN CLAUDINE PLONEVEZ-DU-FAOU	4,7	4,7
LE BEC JEAN-YVES PLONEVEZ-DU-FAOU	38,8	24,5
EARL DU KRANN - LE CLOITRE PATRICE - CHATEAUNEUF-DU-FAOU	26 ,7	20,7
EARL BAZAL - NEDELEC CHRISTIAN - PLONEVEZ-DU-FAOU	53,5	40,0
DREAU JOEL SAINT-THOIS , PARCELLES SUR CHATEAUNEUF-DU-FAOU	6,7	6,3
DERRIEN FRANÇOISE CHATEAUNEUF-DU-FAOU	2,9	2,8
CAM FRANÇOIS PLONEVEZ-DU-FAOU	16,8	15,0
BRELIVET JEAN-CLAUDE CHATEAUNEUF-DU-FAOU	29,6	25,6
EARL ROLLAND - ROLLAND DIDIER ET VALERIE - LANDELEAU	71,9	48,5
FEON RENE CHATEAUNEUF-DU-FAOU	14,0	14,0
GAEC DE COATREMENIC - DIRAISON GILLES - PLONEVEZ-DU-FAOU	75,7	63,3
COLOBER FREDERIC CHATEAUNEUF-DU-FAOU	59,5	50,4
EARL DES BRUYERES - GUEGUEN EMMANUEL - ANCIENNET KERAVAL EDERN	14,9	13,9
EARL DIRAISON - DIRAISON DANIEL - PLONEVEZ-DU-FAOU	70,5	55,9
EARL FERELLEC PLONEVEZ-DU-FAOU	72,8	67,7
EARL TOULANGOAT JOËL CHATEAUNEUF-DU-FAOU	113,3	97,6
FOLLOROU MICHEL PLONEVEZ-DU-FAOU	8	7,1
GOUDART ANNE-MARIE CHATEAUNEUF-DU-FAOU	34,1	27,8
LOCHOU JEAN-PIERRE LE CLOITRE-PLEYBEN	17,2	13,2
NEZET PASCAL PLONEVEZ-DU-FAOU	20,4	19
ROLLAND MICKAËL LANDELEAU	59,8	28,6
ROLLAND SERGE LANDELEAU	47,86	41
SCEA CONAN - CONAN JEAN-YVES - CHATEAUNEUF-DU-FAOU	98,61	87,6
TOTAL	958,27	775,6

